



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mai 2006

Volume 5, Numéro 5

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

**Processus de négociations : Lamy tire sur la sonnette d'alarme et appelle les membres à faire plus d'efforts pour trouver un compromis. \_\_\_\_\_ 1**

**AMNA : Les Membres vont se tourner sur les questions essentielles même si les questions mineures restent non résolues \_\_\_\_\_ 2**

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 4

**PS et MSS : G 33 et exportateurs de produits agricoles divisés sur le document de Falconer. \_\_\_\_\_ 4**

**Produits tropicaux et érosion des préférences : Les Membres tentent de combler les divergences encore persistantes \_\_\_\_\_ 7**

**Agriculture : Le G20 met sur la table de nouveaux documents au titre de la catégorie bleue et de la catégorie verte \_\_\_\_\_ 9**

**Subventions à l'exportation : Les désaccords entre les Membres persistent \_\_\_\_\_ 10**

**Biens environnementaux : Les Membres de l'OMC en désaccord sur l'évaluation et la libéralisation. \_\_\_\_\_ 14**

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 16

**AGOA : Les transactions commerciales entre les USA et l'Afrique ont augmenté de 115% selon le rapport des autorités américaines \_\_\_\_\_ 16**

**L'UEMOA et le secteur privé ouest africain passe en revue la question des APE à Dakar \_\_\_\_\_ 17**

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 18

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 19

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

Processus de négociations : Lamy tire sur la sonnette d'alarme et appelle les membres à faire plus d'efforts pour trouver un compromis.

Les Membres de l'OMC ne disposent plus de beaucoup de temps pour arriver à un accord cadre sur les réductions de subventions et des droits de douane du Cycle de Doha, a averti, le 15 mai, Pascal Lamy, directeur général de l'OMC. " Nous sommes à présent dans la zone rouge et ... nous ne sommes pas loin de la partie rouge de cette zone rouge, " a-t-il déclaré au Conseil général, " plus nous avançons dans l'année, plus nous risquons d'échouer dans nos efforts pour conclure le cycle. " Il a néanmoins insisté sur le fait qu'un accord restait accessible, si les pays sont disposés à faire des compromis.

Le directeur général de l'OMC a rappelé aux délégués qu'à la suite de leur incapacité à respecter le délai de fin avril pour établir des 'modalités' pour la réduction des droits de douanes sur les produits agricoles, des subventions agricoles et des droits sur les biens industriels, ils avaient reconnu qu'il ne restait que " des semaines et non des mois " pour le faire. Des négociations continues depuis le début du mois sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) ont jusqu'ici mené à des discussions intenses, mais ont peu été réalisées en termes d'accord.

Lamy a instamment invité les Membres à trouver " leur second souffle " et à faire les compromis nécessaires pour la " production de textes pour le débat ministériel, dans les semaines à venir. " Il n'a toutefois pas spécifié si ces discussions se

dérouleraient à l'OMC, à Genève, ou simplement dans les capitales des pays. Certains envoyés de haut rang projettent de se rendre à Genève durant la seconde quinzaine du mois de juin, notamment la future représentante américaine au commerce extérieur, Susan Schwab. Les ministres présents au Sommet de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, tenu les 23 et 24 mai, à Paris, pourraient également se rencontrer pour débattre des négociations à l'OMC.

Le point de savoir si les ministres auront des sujets de discussion en juin dépendra des progrès réalisés dans les groupes de négociation de l'agriculture et de l'AMNA, qui se réuniront sans arrêt jusqu'au milieu du mois. Lamy a déclaré que les délégations doivent renforcer leur " engagement ... à combler les lacunes et à trouver un consensus. " " Les Membres ne peuvent compter sur les présidents pour arriver à une convergence à partir de rien ", a-t-il ajouté. " Ils doivent participer activement à l'instauration de la convergence en présentant des communications, en débattant des hypothèses et des simulations et en renonçant de manière définitive à des positions bien connues. "

Lamy a mis l'accent sur le fait que des progrès avaient été réalisés dans des domaines de l'agenda de Doha qui ne " font pas la une des journaux, " mais ils pourraient être perdus si " les négociateurs ne sont pas en mesure de débloquent les modalités dans l'agriculture et l'AMNA, au cours des prochaines semaines. " Il a mis l'accent, en exemple, sur les étapes récentes menant à l'élargissement et à l'amélioration du Cadre intégré, un programme multi-agences qui fournit une assistance technique à pays les moins avancés (PMA). La plupart des gouvernements sont toujours attachés à la conclusion du Cycle d'ici fin 2006, avant que l'administration présidentielle américaine ne perde son autorité 'fast track' qui lui permet de négocier des accords commerciaux et de les présenter au Congrès sans possibilité d'amendements majeurs. On estime généralement que pour avoir une chance de le faire, les Membres doivent se mettre d'accord avant fin juillet.

Selon des sources, Cuba est intervenu, lors de la réunion, pour soutenir que les Membres devraient examiner les coûts et les avantages d'une prolongation du Cycle au-delà de fin 2006, ce qui selon beaucoup de Membres, mènerait à une longue période 'd'hibernation' dans les négociations. Cuba a fait valoir qu'à présent, les pays riches avaient le plus à gagner des propositions sur la table, une absurdité pour un 'cycle du développement'. Cuba a imputé aux pays développés la responsabilité du blocage dans les négociations, en laissant entendre qu'il leur manquait la volonté de prendre en compte les déséquilibres résultant du Cycle d'Uruguay.

Le grand nombre de réunions restreintes au cours des dernières semaines a également attiré l'attention. Le Venezuela a noté que l'intensification des négociations semblait être mue par le " spectre de l'exclusion. " Parlant au nom de ce que l'on appelle le 'groupe informel' de pays en développement, le Paraguay a averti que la précipitation pourrait réduire la transparence vis-à-vis de tous les Membres, ce qui, en retour pourrait compromettre la légitimité de tout accord conclu. La réunion a donné lieu à un rare moment de consensus apparent : La suggestion de l'ambassadeur zambien, Love Mtesa, selon laquelle il était " d'une importance vitale " que toutes les réunions s'arrêtent à 16 heures, durant la prochaine Coupe du monde de football, pour permettre aux négociateurs de suivre les matchs. Une source qui assistait à la réunion a indiqué avec regret que ce commentaire semblait avoir été fait par plaisanterie.

Le prochain Conseil général est fixé aux 27-28 juillet

AMNA: Les Membres vont se tourner sur les questions "essentiels" même si les questions "mineures" restent non résolues.

Une autre semaine de négociations intenses sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) a abouti à peu de progrès concrets ; c'est ce qu'a indiqué le président, l'ambassadeur Don Stephenson (Canada), aux Membres, le 19 mai dernier.

En dépit de l'absence d'accord sur les diverses questions mineures dont les négociateurs ont débattu au cours des dernières semaines, Stephenson leur a demandé d'élargir leurs discussions pour y inclure les 'modalités centrales' qui détermineront dans quelle mesure les pays auront à réduire les tarifs industriels, combien de produits les pays en développement seront en mesure de soustraire à la formule de réduction tarifaire, ainsi que le traitement des lignes tarifaires qui ne font pas l'objet actuellement de plafonds consolidés. Le président a insisté sur le fait qu'un accord d'ici mi-juin était " faisable ".

Selon le calendrier des six semaines de négociations continues sur l'AMNA que Stephenson avait établi fin avril, les Membres étaient censés convenir d'une gamme de questions relativement mineures avant de se tourner vers les questions plus litigieuses à temps pour arriver à un accord sur les modalités d'ici le 16 juin. Ils n'y sont pas parvenus jusqu'ici. Des consultations récentes se sont révélées peu concluantes sur des questions telles que les exceptions précises au traitement tarifaire normal à accorder aux pays les moins avancés (PMA), aux petites économies vulnérables et aux pays ayant consolidé moins de 35% de leurs lignes tarifaires. Ils n'ont pas non plus été en mesure de se mettre d'accord sur le point de savoir, par exemple, si les pays développés Membres auront à indiquer comment ils comptent remplir l'obligation qui leur incombe d'assurer aux exportations des PMA un accès en franchise de droits et sans contingents, lorsqu'ils établiront la liste de leurs concessions en matière de

libéralisation axée sur des produits particuliers, ou à un stade ultérieur.

Stephenson a néanmoins demandé aux Membres de porter leur attention sur les trois questions centrales et tiendra des réunions sur ces questions à partir de la semaine prochaine. Il a reconnu que le niveau d'ambition éventuel dans l'AMNA était inévitablement lié à celui des discussions sur l'agriculture, également bloquées, mais a laissé entendre que ces discussions ne pouvaient plus être différées.

Selon un délégué, se tourner vers les questions centrales qui définissent le niveau d'ambition pouvait de fait stimuler les progrès. Il était difficile de débattre des exceptions séparément de l'ensemble général, a expliqué le négociateur, en laissant entendre qu'il serait difficile de déterminer quel traitement tarifaire flexible accorder, par exemple, aux petites économies vulnérables, sans avoir une idée sur les flexibilités qui seront à la disposition de tous les pays en développement. Il pourrait être utile, donc, de mettre les exceptions en attente et de se concentrer sur l'ambition.

En tout état de cause, les Membres sont profondément divisés sur les modalités de base. Les États-Unis et l'UE ont appelé les pays en développement à recourir à une formule de réduction tarifaire 'simple suisse', associée à un coefficient de 15. Ceci réduirait tous leurs tarifs industriels à moins de 15%, avec une réduction plus forte des droits tarifaires plus élevés, et nécessiterait des réductions des droits tarifaires déjà consolidés en dessous de ce niveau. Alors qu'ils restent formellement attachés à une formule qui lierait les droits tarifaires futurs de tous les Membres à leur niveau tarifaire moyen actuel le Brésil et l'Inde ont laissé entendre, de manière informelle, qu'ils pourraient accepter un plafond de 30% pour les droits tarifaires des pays en développement. Un coefficient de 15 réduirait un droit tarifaire de 10% à 6% ; un coefficient de 30 le réduirait à 7,5%.

Les États-Unis et l'UE ont proposé un plafond tarifaire absolu de 10% pour les pays développés.

Le Brésil et l'Inde ont fait valoir qu'un coefficient de 15 contraindrait les pays en développement à procéder à des ajustements plus importants qu'un coefficient de 10 ne l'exigerait des pays industrialisés.

Plusieurs pays en développement insistent en outre pour être autorisés à désigner pas moins de 10% de produits pour des réductions tarifaires représentant la moitié de celles requises par la formule globale, ou à en exclure totalement 5% des engagements de réduction, aux fins des dispositions du paragraphe 8 du mandat de l'AMNA, énoncé dans l'annexe B du Cadre de juillet 2004 (WT/L/579). Toutefois, la plupart des pays développement et certains pays en développement estiment que les Membres devraient renoncer à disposer de telles flexibilités, pour bénéficier, en échange, d'un coefficient de formule plus élevé (et donc d'un futur plafond tarifaire).

Selon des sources, Stephenson a opposé un démenti à des rumeurs selon lesquelles il projetait de présenter un 'texte du président', c'est-à-dire un ensemble préliminaire de modalités de compromis potentielles, en mettant l'accent sur le fait que cela était tout simplement impossible, à ce stade. Les Membres auraient à combler les divergences entre leurs positions afin de lui donner suffisamment de substance pour développer un texte à proposer sous sa propre responsabilité, a-t-il indiqué. Stephenson a dit aux délégués que les ministres auraient peut-être à prendre la décision finale sur les chiffres, mais qu'ils auraient, eux, à préparer le terrain en vue d'une telle décision en résolvant une part suffisante des questions sous-jacentes pour arriver éventuellement à un texte aussi assez détaillé.

Certains délégués avaient espéré que les réunions des 23-24 mai, entre de hauts responsables du commerce de plusieurs pays Membres influents de l'OMC, en marge du sommet de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), à Paris, leur donneraient une certaine orientation sur les moyens de sortir de l'impasse en cours. Toutefois, peu d'éléments sont sortis de ses discussions.

On s'attend à ce que le président poursuive ses consultations cette semaine, avec des réunions en groupes très restreints rassemblant les partisans les plus résolus de certaines propositions et leurs opposants les plus ardents, ainsi que d'autres réunions ouvertes à toutes les délégations. Stephenson tiendra également, avec différentes délégations, des réunions dites 'en confessionnal' au cours desquelles il posera des questions précises sur les 'bottom lines'- dernières offres - dans les négociations.

## NOUVELLES DE L'OMC

### PS et MSS : G33 et exportateurs de produits agricoles divisés sur le document de Falconer.

Le Groupe G-33 de pays en développement a critiqué le président des négociations en cours sur l'agriculture pour son évaluation défavorable des flexibilités en matière d'accès aux marchés que ces pays recherchent, en lui reprochant, en particulier, de laisser entendre que l'approche défendue par les pays en développement leur permettrait de soustraire une part exagérément élevée de leurs importations agricoles au plein effet des réductions tarifaires. Les délégués du groupe ont, le 5 mai, accusé le président, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) de chercher à introduire des considérations en matière d'accès aux marchés dans la base de sélection des 'produits spéciaux', même si ceci ne faisait pas partie du mandat de négociation.

Falconer avait, la veille, fait distribuer aux Membres un document de référence mettant en évidence les " larges divergences " entre leurs positions sur le nombre de produits que les pays en développement devraient être en mesure de désigner comme 'spéciaux', pour les faire bénéficier d'un traitement tarifaire souple, afin de répondre à des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. La

Déclaration de Hong Kong stipule certes que les pays en développement " auront la flexibilité de désigner eux-mêmes un nombre approprié de lignes tarifaires, comme produits spéciaux, guidés par des indicateurs " fondés sur les trois critères, mais le nombre précis de produits et le traitement qui leur sera accordé restent non résolus, de même que le point de savoir dans quelle mesure les indicateurs devraient déterminer quels produits remplissent les conditions pour être qualifiés de spéciaux.

La question a révélé des divergences profondes entre pays exportateurs de produits agricoles, qui recherchent l'élargissement de l'accès aux marchés pour leurs produits, et les 42 Membres du G-33, qui souhaitent une expansion relative des produits spéciaux visés. De fait, un certain nombre de pays en développement exportateurs ont soutenu le document de référence du président. Falconer a averti que l'incapacité à régler la question dès à présent ne ferait que repousser le débat sur le point de savoir quels produits les pays désignent comme 'spéciaux' à une stade ultérieur des discussions, au moment où les Membres auront à approuver les engagements de libéralisation axés sur des produits particuliers, les uns et des autres. Bien sûr, avant d'arriver au stade où ils peuvent réexaminer les listes d'engagements les uns des autres, les Membres doivent d'abord convenir des modalités pour les réductions des droits tarifaires et des subventions. Les progrès dans ce domaine restent lents, en dépit des intenses discussions de la semaine précédente.

### **Falconer : un " décalage sérieux " entre les propositions et les intentions**

Certaines des sections les plus litigieuses du document de référence découlent d'un calcul, effectué, à la demande de Falconer, par le Secrétariat de l'OMC, pour examiner les effets possibles de la proposition du G-33 de novembre 2005 qui vise à rendre " au moins 20 pour cent " de toutes les lignes tarifaires éligibles au statut de produit spécial. Le Secrétariat avait déterminé que la désignation de 20% des lignes tarifaires comme produits spéciaux pourrait permettre à deux pays

en développement, non cités nommément, de soustraire jusqu'à 98,4% et 94% de la valeur totale de leurs importations agricoles respectives à des abaissements tarifaires au titre du Cycle de Doha.

Si d'autres pays en faisaient autant, écrivait Falconer, " ceci éclipserait tout ce qui a été envisagé au titre " des dispositions du Cadre de juillet relatives au traitement spécial et différencié, essentiellement en exemptant les pays en développement de l'obligation de procéder à des réductions tarifaires. Falconer a affirmé qu'aucun Membre ne pouvait faire valoir de manière plausible qu'une large proportion de son commerce pourrait être qualifiée de 'spéciale'. " Il pourrait y avoir un niveau, sur lequel on pourrait discuter, définissant quel pourcentage du commerce représenterait une catégorie " spéciale " par opposition à " normale ", mais je suis confiant qu'un pourcentage de 94 pour cent ou de 98 pour cent est loin d'être un niveau sur lequel on pourrait discuter. "

Ces évaluations ont suscité une vive réaction de la part du G-33, qui a campé sur la position selon laquelle aucune considération, à l'exception de la sécurité alimentaire, de la garantie des moyens d'existence et du développement rural ne devait déterminer le nombre ou la sélection des produits spéciaux. S'exprimant au nom du groupe, l'Indonésie a déclaré que le document " revient à une renégociation du mandat, " en soutenant que les besoins des pays en développement ne devaient pas " être pris en otage par les intérêts de quelques-uns en matière d'exportation. " Les remarques de l'Indonésie ont suscité le soutien du Cuba, de l'Inde, du Honduras, du Pérou, des Philippines, du Venezuela et du Groupe africain.

Le Chili, le Costa Rica, la Malaisie et la Thaïlande ont déclaré, par contre, que le document reflétait leur inquiétude de voir la proposition du G-33 mettre en danger le commerce Sud-Sud. Les deux derniers pays ont proposé une version plus restreinte de l'éligibilité au statut de Produit spécial, excluant les produits pour lesquels les pays en développement dominant les échanges mondiaux.

Les négociateurs du G-33 insistent que leurs gouvernements n'ont nullement l'intention de recourir à leurs produits spéciaux pour soustraire une part aussi élevée de leurs importations agricoles aux réductions tarifaire du Cycle de Doha. Ils se demandent si les deux pays examinés par le Secrétariat étaient réellement représentatifs, comme Falconer le laissait entendre. En outre, selon les pays en développement, du fait que les produits spéciaux ne seraient pas nécessairement ceux importés en plus grandes quantités, un ensemble de produits spéciaux qui ne répond pas aux trois critères énoncés dans le mandat pourrait aisément cibler une part beaucoup plus faible des importations. Une source a laissé entendre que cette portée pourrait être de l'ordre de 25 à 30 pour cent. Lors de la réunion, le G-33 a mis l'accent sur le fait que le concept global de produits spéciaux ne reposait pas sur des préoccupations liées au commerce et ne devrait donc pas être perçu à travers le prisme des considérations d'ordre commercial.

Le président du Comité de l'agriculture a reconnu certaines des préoccupations du groupe dans son document de référence, en déclarant que les discussions n'avaient indiqué qu'aucun pays en développement " n'a sérieusement l'intention de recourir à un tel niveau d'utilisation des produits spéciaux. " Il a toutefois identifié un " décalage " involontaire entre la proposition du G-33 et le point de vue exprimé par les Membres, selon lequel les produits spéciaux devaient être une 'catégorie vraiment spéciale' devant bénéficier d'un traitement qui " qui ne pourrait être et ne serait la norme " pour toutes les importations agricoles. " Pour réduire la taille potentielle des échanges ciblés à un niveau qui se rapproche du sens ordinaire de 'spécial', le pourcentage [de lignes tarifaires] en question devrait descendre de manière significative en-dessous de 20 pour cent " a-t-il soutenu.

Les délégués du G-33 ont également fait part de leur désaccord concernant l'affirmation de Falconer selon laquelle ils avaient fait preuve de " peu d'empressement " à examiner le traitement des produits spéciaux " autrement que de manière à

limiter nettement les importations. " Ils ont reproché à Falconer de ne pas avoir mentionné dans son document de référence que leur proposition réduirait les droits tarifaires de 5 pour cent sur un quart des produits spéciaux, et de jusqu'à 10 pour cent sur un autre quart, bien que le reste serait totalement exempté de réduction tarifaire. Des sources indiquent que Falconer a reconnu, au cours de consultations, que la proposition la plus restrictive sur les produits spéciaux actuellement sur la table de négociation - la proposition américaine visant à limiter le statut de produit spécial à cinq lignes tarifaires - serait également peu susceptible de susciter un soutien. Au niveau du SH à cinq chiffres, un pays aurait besoin de 8 lignes tarifaires, juste pour soustraire le lait frais, le lait en poudre et la crème à des réductions tarifaires.

### Trois options pour sortir de l'impasse

Falconer a défendu son document contre les critiques, en soutenant qu'il examinait simplement les effets potentiels de la proposition du G-33, comme les autres Membres le faisaient, n'importe comment. Les Membres devaient simplement regarder en face les faits désagréables ", a-t-il déclaré. " Tout le monde tergiverse sur ceci depuis trop longtemps. "

Le président du Comité de l'agriculture a présenté trois options qui pourraient tirer les produits spéciaux de l'impasse. Les deux premières seraient d'avoir un pourcentage de lignes tarifaires plus faibles éligibles pour être désignés comme produits spéciaux, ou d'exiger que leur traitement tarifaire soit " plus souple pour les échanges. " La troisième serait que " des Membres particuliers " déclarent à l'avance soit qu'ils ne désigneraient pas de produits spéciaux, soit qu'ils les utiliseraient " à un niveau moindre que généralement convenu. " Il a noté que le principe de l'identification des produits spéciaux sur la seule base d'un ensemble commun d'indicateurs limités ne bénéficiait pas d'un appui suffisant, en déclarant : " Je pense que nous sommes passés au stade de souhaiter travailler sur l'hypothèse des nombres. " Il a ajouté que la finalisation du nombre de produits spéciaux



pouvait ne pas être possible au niveau des négociateurs basés à Genève, en raison de la portée considérable des effets potentiels de la décision.

En l'absence d'accord sur les indicateurs ou sur les nombres de produits spéciaux, Falconer a déclaré, dans son document de référence, que tout serait laissé par défaut à la phase 'post-modalités', lorsque les Membres examineront les listes d'engagements de libéralisation les uns des autres. Sans lignes directrices sur la manière de procéder à la désignation des produits spéciaux, ceci risquerait d'aboutir à un cycle prolongé de marchandages sur le nombre de produits à soustraire et la base pour ce faire. Un sujet encore plus litigieux pourrait être le point de savoir quel produits particuliers les pays désignent comme étant leurs produits spéciaux. Falconer a noté que ceci " pourrait imposer des contraintes de temps considérables au cours des stades ultérieurs des négociations, " et que la plupart des négociateurs se disaient mal à l'aise dans la perspective d'une bataille rude et longue sur leurs produits spéciaux, à ce stade. De plus, les pays du G-33 ont menacé de s'abstenir d'accepter tout ensemble sur les modalités qui ne comprennent pas de règles pour les produits spéciaux.

Des sources indiquent que le G-33 a demandé à Falconer de réviser son document de référence. Le groupe peut également présenter une communication clarifiant ses perspectives sur les produits spéciaux.

---

### Produits tropicaux et érosion des préférences : Les Membres tentent de combler les divergences encore persistantes

Les Membres de l'OMC semblent disposés à tenter de combler des divergences persistantes sur les voies et moyens de libéraliser le commerce des bois tropicaux, tout en prenant également en compte les effets de l'érosion des préférences commerciales, a déclaré, le 19 mai, le président des négociations agricoles, à la suite de consultations avec les négociateurs de près de 20 délégations.

Les deux ensembles de consultations étaient basés sur des 'documents de référence' que le président, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) avait distribué aux délégations, en début de semaine. Il avait déjà préparé de tels documents sur la plupart des questions figurant dans les négociations sur l'agriculture, en identifiant les points de convergence, les dissensions persistantes, et des axes de compromis possibles. Falconer souhaite que ces documents de référence servent de base à un projet d'accord éventuel. Dans un de ces récents documents de référence, Falconer reconnaissait qu'il allait " manifestement y avoir un certain chevauchement " entre les deux questions, car les négociations impliquaient quelques-uns des mêmes produits.

Les deux mandats ont toutefois été nettement placés par certains Membres dans des camps opposés : si certains souhaitent que les pays développés suppriment tous les droits tarifaires et tous les contingents sur des 'produits tropicaux' tels que le sucre et la banane, d'autres bénéficient depuis longtemps de préférences commerciales pour ces mêmes produits et risquent de se retrouver lésés par une libéralisation générale. Les bénéficiaires de préférences aimeraient que les pays riches soient en mesure d'appliquer pour ces produits des réductions tarifaires plus faibles, préservant ainsi davantage de leur marge de préférence, alors que les autres souhaiteraient interdire que les mêmes produits puissent être désignés comme 'sensibles'. Ces derniers tendent à faire valoir que l'érosion des préférences ne devrait être traitée qu'au travers des versements d'aide et d'autres formes d'assistance.

### Falconer appelle au 'réalisme' sur les produits tropicaux

Le Cadre de juillet 2004 engage les Membres à réaliser la " mise en œuvre intégrale de l'engagement de longue date d'obtenir la libéralisation la plus complète du commerce " des produits agricoles tropicaux, ainsi que des récoltes que les cultivateurs pourraient planter à la place des plantes narcotiques - ce que l'on appelle les 'produits de diversification.' Les Membres doivent

encore identifier les produits qui remplissent les conditions et convenir de leur traitement. Falconer a déclaré, le 19 mai, lors d'une réunion de toutes les délégations, que les négociateurs étaient généralement d'accord avec son évaluation selon laquelle un accord sur une liste exhaustive était peu probable, en raison du manque de temps et de l'incapacité des Membres à se mettre d'accord sur une liste, en un demi siècle d'histoire du système commercial multilatéral.

Une approche à l'examen serait que les Membres établissent un " ensemble central " de produits sur lequel différents pays pourraient s'appuyer dans l'établissement des listes spécifiques d'engagements de libéralisation. Du fait que certains produits sont litigieux, Falconer a suggéré, dans son document, que " nous commencerions par élaborer une liste de produits pour lesquels un accord existe ", avant de prendre des décisions sur les autres. Il a souligné l'absence du riz de différentes listes de produits tropicaux de Membres comme exemple du " réalisme " qui serait nécessaire pour que les Membres arrivent à un compromis. Selon des sources, le président est en train d'encourager les Membres à faire une distinction entre les produits qui actuellement sont confrontés à des obstacles élevés - dont l'abaissement serait politiquement litigieux et économiquement significatif - et ceux qui n'y sont pas confrontés.

Le document de Falconer spécifiait que les positions des Membres sur le traitement des produits tropicaux étaient " assez éloignées d'une zone approche réaliste. " Falconer laissait entendre, dans son document, que le mandat visant la libéralisation la plus complète serait certes " difficile à concilier avec quelque chose de moins que le traitement de la libéralisation 'par défaut ", mais que l'élimination totale des droits et contingents, recherchée par un groupe de huit pays latino-américains, était également irréaliste. Il a observé, par exemple, que les pays développés étaient peu susceptibles d'éliminer tous les droits tarifaires sur le sucre, dans le cadre du Cycle de Doha.

Bien que les participants à la réunion en groupes restreints aient réitéré effectivement leurs positions antérieures, un négociateur a déclaré que les Membres pourraient reconnaître - de manière informelle - qu'il serait difficile d'éliminer les droits tarifaires et les contingents sur tous les produits, comme le suggérait Falconer. Ils pourraient alors se concentrer sur la recherche d'un accès en franchise pour les produits tropicaux, là où cela était réalisable. Pour le reste, ils pourraient tenter de se mettre d'accord sur une forme de traitement qui excéderaient toujours les prescriptions de la formule globale, mais n'iraient pas jusqu'à la libéralisation totale.

### **Les problèmes d'érosion des préférences ne devraient pas être minimisés**

Le document du président renvoyait à une publication de mars 2006 du Secrétariat de l'OMC, dans laquelle il était constaté qu'il y avait 12 Membres pour lesquelles les pertes résultant de l'érosion des préférences excéderaient 4% de leurs exportations agricoles totales vers l'UE, les États-Unis, le Japon et le Canada. Pour ces 12 pays, dont le Cameroun, Fidji, Guyana et Maurice, le sucre et la banane représenterait la forte majorité des pertes de recettes - près de 80% - bien que le Botswana et la Namibie aient enregistré des réductions de leurs exportations de bœuf vers l'UE. Pour d'autres produits, Falconer a déclaré aux délégués que la question était " une solution en quête de problème".

En ce qui concerne le mandat sur l'érosion des préférences, le Cadre de juillet 2004 demande aux Membres de se référer aux dispositions énoncées dans le paragraphe 16 du 'texte d'Harbinson', l'accord préliminaire préparé en mars 2003 par Harbinson, alors président des négociations sur l'agriculture, en prévision de la Conférence ministérielle de Cancun, plus tard dans la même année (TN/AG/W/1/Rev.1).

Ce texte, qui n'a jamais été adopté, la réunion s'étant terminée sur un fiasco, demandait au Membres accordant des préférences tarifaires de les conserver " à un niveau maximal



techniquement réalisable ", tout en mettant en œuvre leurs engagements en matière de libéralisation. Il prévoyait également que cette mise en œuvre soit différée et réalisée sur une période plus longue pour les produits " ayant une importance capitale pour les pays en développement bénéficiaires [de préférences]. Pour être éligibles, les produits devraient compter pour un certain pourcentage minimal - le texte contenait le chiffre 20, entre grands crochets - " de total des exportations de marchandises de tout pays bénéficiaire [de préférences] ". Il appelait également les pays octroyant des préférences à fournir une assistance technique ciblée aux bénéficiaires.

Certains pays estiment que les mesures prises pour aider les bénéficiaires de préférences devraient être limitées à des mesures 'autres que d'ordre commercial', telles que l'aide et l'assistance technique. Le document de Falconer a noté que certaines idées qui ne figurent pas dans le texte d'Harbinson avaient également été proposées. Celles-ci comprenaient la baisse des réductions tarifaires pour les produits affectés, peut-être en laissant les pays qui octroient des préférences choisir ces produits comme sensibles.

Permettre que la banane et le sucre soient désignés comme 'sensibles' serait un anathème pour les pays qui font pression en faveur d'un accès en franchise de droits et sans contingents pour les produits tropicaux. Le président a suggéré que la question litigieuse de savoir si les Membres seraient en mesure ou non de désigner les produits tropicaux comme 'sensibles' pourrait être laissée aux ministres. Un projet de texte d'accord pourrait simplement comprendre une section entre gros crochets (indiquant l'absence d'accord) énonçant qu'ils ne pouvaient pas le faire ; les ministres décideraient de conserver la section ou non.

## Agriculture : Le G20 met sur la table de nouveaux documents au titre des subventions de la catégorie bleue et de la catégorie verte

Dans deux documents informels, publiés le 16 mai, les pays du G-20 (pays en développement) ont étoffé leurs points de vue sur voies et moyens de réformer les subventions agricoles à travers les négociations sur l'agriculture.

Le groupe a spécifiquement proposé certaines conditions pour les versements au titre de la 'catégorie bleue' (qui comprennent les subventions partiellement découplées de la production), en vue de garantir qu'elles ont de fait des effets de distorsion moindres que le soutien au titre de la 'catégorie ombre'. Le groupe cherche également à empêcher la concentration des versements de la catégorie bleue sur des récoltes particulières. Le G-20 a également réitéré ses idées concernant la réforme de la 'catégorie verte' exemptée des réductions, pour garantir qu'elle continue à avoir des effets de distorsion minimales et qu'elle devient plus utile pour les pays en développement.

Les deux communications ont fait des commentaires sur les 'documents de référence' publiés les 13 et 13 avril par le président du Comité de l'agriculture, Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande). Ces communications ont décrivaient l'état des négociations sur les deux catégories de subventions.

Catégorie bleue : le G-20 souhaite un plafond inférieur à 2,5%

Les pays développés ayant des niveaux significatifs de soutien interne souhaitent préserver le rôle important que joue 'catégorie bleue', en soutenant qu'elle constitue une étape essentielle dans le processus de transfert du soutien interne de la 'catégorie ombre' ayant davantage d'effets de distorsion des échanges (qui comprend tous les paiements qui n'ont pas été même partiellement découplés de la production). Pour que les pays développés n'aient pas la possibilité de simplement reclasser les subventions d'une catégorie à une

autre, afin de se soustraire aux engagements de réduction - une pratique appelée 'transfert de catégorie' - le G-20 recherche des disciplines sur de nombreux types de versements pour les produits agricoles.

Dans leur communication, les pays du G-20 ont manifesté leur appui à l'évaluation faite par Falconer, selon laquelle un accord pour réduire de moitié le soutien au titre de la catégorie bleue, à 2,5% de la valeur moyenne totale de la production agricole, serait une avancée importante vers un accord sur la limitation des subventions. De plus, le groupe souhaiterait que ce plafond de 2,5% entre en vigueur dès que les Membres commencent à mettre en œuvre leurs engagements au titre du Cycle de Doha et veut conserver la possibilité de le fixer à un niveau encore plus bas d'ici la fin de la période de mise en œuvre.

Les membres du G-20 soutiennent également qu'un plafonnement des seules dépenses globales ne suffira pas à discipliner de manière effective le soutien au titre de la catégorie bleue. Ils estiment plutôt que de nouvelles règles sont nécessaires pour empêcher que de telles dépenses n'aient des effets de distorsion des échanges. De manière plus significative, ils ont appelé à l'établissement de règles visant à empêcher la concentration du soutien sur des produits particuliers. Pour ce faire, le groupe a proposé un 'seuil de déclenchement double' pour les dépenses des Membres au titre de la catégorie bleue : il ne doit pas dépasser une certaine portion de la limite des dépenses totales au titre de la catégorie bleue, et devrait également rester inférieur à une proportion seuil de la valeur de la production du produit visé.

Le G-20 a cité les subventions au coton versées aux producteurs américains pour étayer ses arguments en faveur de ce double seuil de déclenchement. Il a noté qu'un groupe spécial de règlement des différends de l'OMC avait constaté que des paiements contracycliques d'un montant de 1,2 milliards de dollars (des subventions qui augmentent en cas de chute des prix du marché) avaient suffi à causer un 'préjudice grave' aux intérêts des autres Membres. Ce montant, souligne-

t-il, n'équivaudrait qu'à 2,5% des dépenses au titre de la catégorie bleue auxquelles les États-Unis ont droit - et il faudrait donc un pourcentage seuil beaucoup plus bas pour freiner effectivement la concentration.

Les membres du G-20 ont de nouveau indiqué que, pour continuer à ne pas avoir d'effets de distorsion des échanges, les versements directs aux agriculteurs ne peuvent être liés à la production et aux facteurs de production. Ils ont soutenu que les règles existantes encouragent effectivement " les agriculteurs à parier en faveur d'une réactualisation fréquente de la base des versements directs " et que pour empêcher ceci, les Membres devaient établir des points de référence " fixes, immuables " pour les superficies, les rendements et les nombres d'animaux. " Enfin, ils ont averti que la réactualisation des superficies et des rendements de base pourrait effectivement mener, à terme, à un 'recouplage' des subventions avec la production. Les Membres du G-20 ont reconnu que de tels paramètres fixes pouvaient être peu appropriés pour les 'nouveaux venus' qui cherchent à créer des programmes de subventions au titre de la catégorie verte, ainsi que pour les programmes d'aide régionaux.

Le nouveau document répond aux critiques formulées contre la proposition du groupe, de juin 2005, qui visait à amender les conditions dans lesquelles les paiements découplés pour le soutien au revenu pourraient prétendre à la catégorie verte. Il met spécifiquement l'accent sur le fait que la stipulation proposée par le groupe selon laquelle les terres n'auraient pas à être 'à usage agricole' pour que les agriculteurs bénéficient du soutien au revenu, faisait référence à la " production commerciale active ", et permettrait certainement une utilisation minimale nécessaire pour éviter la détérioration de l'environnement.

Les membres du G-20 se sont également dits disposés à prendre en considération l'expansion de la gamme de programmes au titre de la 'catégorie verte' pour inclure les versements aux agriculteurs en cas d'urgences sanitaires et phytosanitaires

provoquées par des catastrophes naturelles - à condition que la production affectée soit détruite.

---

### Subventions à l'exportation : Les désaccords entre les Membres persistent

Alors que la première quinzaine d'un cycle intensif de six semaines de négociations sur l'agriculture tirait à sa fin, le 12 mai dernier, les Membres de l'OMC sont restés divisés concernant les voies et moyens d'élaborer des disciplines sur une gamme de politiques qui pourraient avoir un effet équivalent à celui des subventions à l'exportation, pour que ces pratiques puissent être éliminées ensemble d'ici 2013. La 'concurrence à l'exportation' est un élément clé des 'modalités' globales que les négociateurs visent toujours à élaborer, après avoir raté un délai clé de fin avril pour arriver à un accord.

Le président du Comité de l'agriculture, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a mis en distribution des 'documents de référence' révisés sur les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'État exportatrices, qui identifiaient certains points de convergence et se concentraient sur d'autres où les Membres devaient encore combler les divergences. Selon des observateurs, les Membres ont réalisé des progrès depuis la Conférence ministérielle de Hong Kong de décembre, en particulier sur l'aide alimentaire, bien que de nombreuses questions restent toujours non résolues.

A Hong Kong, l'UE avait convenu, avec réticence, d'éliminer ses subventions à l'exportation d'ici fin 2013, à la condition que les autres pays éliminent progressivement " toutes les mesures ayant des effets équivalents " au cours de la même période de temps. Alors que l'UE a traditionnellement recours aux subventions à l'exportation pour garantir que la production excédentaire peut être vendue à l'étranger, les États-Unis accordent des prêts favorables pour réaliser le même but. L'UE est en outre soucieuse de s'assurer que la fourniture d'aide alimentaire en nature (essentiellement par les

États-Unis) et les activités des entreprises commerciales d'État exportatrices ne présentent pas de faille permettant la poursuite des subventions à l'exportation.

Les réunions du 11 mai se sont concentrées essentiellement sur l'aide alimentaire et sur les entreprises commerciales d'État exportatrices et ont donné lieu à un débat de fond sur les documents de référence révisés du président.

### La définition des entreprises publiques de commercialisation et d'exportation reste une pierre d'achoppement

La Déclaration ministérielle de Hong Kong énonce que " les disciplines relatives aux entreprises commerciales d'État exportatrices seront étendues à l'utilisation future des pouvoirs de monopole de sorte que de tels pouvoirs ne puissent être exercés d'aucune façon qui " fournirait un soutien aux exportations. Si de nombreux pays ont de telles entreprises, les Membres sont essentiellement par celles puissantes de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande. L'UE et les États-Unis soutiennent que ces pouvoirs de monopole ont, eux-mêmes, des effets de distorsion des échanges et cherchent à les éliminer. Ils font également pression en faveur de disciplines plus rigoureuses, notamment une révision de la définition existante des entreprises commerciales d'État exportatrices dans les règles de l'OMC telles qu'énoncées dans l'article XVII du GATT.

La première version du document de référence du président proposait un choix entre deux options : soit le maintien de la définition existante, avec des modifications mineures, soit le recours à une définition alternative qui avait été proposée. Le document de référence révisé suggère à présent un compromis basé essentiellement sur la définition alternative, mais avec certains termes et expressions entre grands crochets, pour indiquer des points de désaccord actuels. Néanmoins, lors de la réunion du 11 mai, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont continué à militer contre la nécessité d'une révision de la définition.

L'UE a soutenu qu'une liste ouverte de nouvelles disciplines serait nécessaire pour garantir que les actions des entreprises commerciales d'État exportatrices n'ont pas un effet équivalent à celui des subventions à l'exportation. Les pays ayant de grandes entreprises d'État exportatrices ont toutefois fait valoir que ceci créerait l'incertitude.

Les Membres ont également continué à être en désaccord sur le point de savoir si les pouvoirs de monopole devraient être totalement interdits, ou simplement soumis à des disciplines. Des questions en suspens, moins litigieuses, mais toujours non résolues, portent sur les mesures de notification et de transparence en ce qui concerne les opérations des entreprises commerciales d'État, et sur le point de savoir comment et quand mettre en œuvre de nouveaux engagements.

Les négociateurs doivent encore arriver à un accord sur le traitement approprié en faveur des entreprises commerciales d'État exportatrices des pays en développement, bien qu'il soit reconnu que ces entités jouent un rôle important dans le maintien de la stabilité des prix aux consommateurs nationaux et dans la garantie de la sécurité alimentaire. Le document de référence envisage une flexibilité additionnelle pour les entreprises commerciales d'État exportatrices monopolistiques des pays en développement, qui comptent pour un faible pourcentage du total des exportations mondiales. Il pourrait y avoir des éclaircissements sur la nature précise du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement une fois que les arrangements concernant les entreprises d'État des pays développés ont été finalisés.

L'Argentine et le Brésil ont mis l'accent sur le fait que tout nouveau texte doit conserver les restrictions existantes sur les subventions, figurant dans l'Accord sur l'agriculture. Le président a convenu de réviser le document de référence afin de garantir qu'il n'y a aucune ambiguïté sur ce point.

### **Davantage de convergence sur l'aide alimentaire d'urgence**

Les discussions sur l'aide alimentaire visent à garantir l'élimination du détournement commercial résultant des dons de produits alimentaires subventionnés, tout en préservant l'aide alimentaire véritable versée dans des situations d'urgence, par l'intermédiaire de la 'catégorie sûre'. Une proposition émanant de groupes africains et des pays les moins avancés (PMA), qui comprennent de nombreux bénéficiaires d'aide alimentaire, a servi de base aux communications consécutives de l'UE et des États-Unis.

Les États-Unis et l'UE restent divisés sur la nature de l'aide alimentaire visant à faire face à des situations autres que d'urgence. Alors que l'UE aimerait que l'aide alimentaire en nature ne soit fournie intégralement que sous forme de dons (par opposition à des ventes à des conditions favorables) et qu'elle soit à terme éliminée au profit de dons en espèces, les États-Unis estiment que l'aide en nature devrait continuer à être autorisée et se sont opposés à ce que l'aide intégralement sous forme de dons soit rendue obligatoire. Les États-Unis estiment que la monétisation de l'aide en nature (lorsqu'elle est vendue pour collecter des fonds à des fins de développement) devrait être autorisée dans certaines circonstances, alors que l'UE est en faveur d'une élimination complète. Le document de référence du président reflète ces désaccords et recherche auprès des Membres davantage d'orientation.

Des sources ont toutefois indiqué que les positions dans certains domaines semblent moins extrêmes qu'auparavant. Il semble, en particulier, que les Membres sont arrivés à un certain niveau de convergence sur des 'seuils de déclenchement' appropriés pour permettre des flux d'aide alimentaire en nature au titre de la catégorie sûre, les appels lancés par les agences multilatérales et les organisations humanitaires non gouvernementales qui coopèrent avec elles devant jouer un rôle. Le document de référence du président contient donc des sections du projet de texte dans ce domaine. Les pays restent toutefois divisés entre ceux qui que les pays bénéficiaires aient la priorité sur les institutions intergouvernementales en ce qui concerne le seuil

de déclenchement, et eux qui préféreraient le contraire.

Les discussions du 11 mai ont donné lieu à l'examen du rôle de l'OMC, en particulier dans les situations urgentes où les agences multilatérales pourraient ne pas être en mesure de formuler la déclaration d'urgence nécessaire pour le 'déclenchement' du mécanisme au titre de la catégorie sûre. Falconer a conclu que, dans de tels cas, le rôle de l'OMC serait essentiellement de garantir que tout don a été notifié de manière appropriée.

Le président a également noté que la définition de la durée des urgences ne relevait pas de la compétence de l'OMC, et a laissé entendre que des agences multilatérales plus qualifiées devraient donner leur avis sur la période de temps au cours de laquelle l'aide alimentaire en nature serait nécessaire.

### **Crédits à l'exportation : une nouvelle proposition européenne suscite des discussions**

Le document de référence de Falconer sur les crédits à l'exportation contient plusieurs paragraphes du projet de texte qui énonce des règles pour le soutien au financement des exportations, pour garantir qu'il est interdit aux gouvernements d'accorder des prêts à des conditions trop favorables pour soutenir l'achat de leurs exportations agricoles.

Ainsi, le document spécifie une limite de 180 jours pour le remboursement des prêts, pour empêcher les gouvernements d'octroyer des crédits indéfiniment. Il exigerait également le versement de l'intérêt sur le soutien au financement des exportations, et met en exergue certains critères potentiels pour la fixation d'un taux d'intérêt minimal. Le projet de texte figurant dans le document de référence cherche également à garantir que les gouvernements ne peuvent prendre un trop grande part des risques associés aux prêts qu'ils accordent, notamment le risque de non remboursement ou les fluctuations des devises étrangères. Il exigerait, notamment, que les

programmes de soutien au financement des exportations soient basés sur " l'auto-financement " sur une période de temps à négocier. Les pays sont divisés sur la durée au cours de laquelle ceci serait évalué - l'UE soutient qu'il ne faudrait pas plus d'un an, et les États-Unis sont en faveur de 15 ans, mais se sont déclarés disposés à 'explorer' des périodes plus courtes.

Le président a noté qu'une nouvelle proposition de l'UE, dont les Membres n'avaient pas été en mesure de débattre au cours d'une réunion rassemblant toutes les délégations, adoptait une " approche très différente " pour traiter des crédits à l'exportation. Le document a appelé à l'élaboration de 'disciplines de base' visant à garantir que le soutien au financement des exportations n'avait pas l'effet des subventions à l'exportation. Ces disciplines se concentreraient sur la période de remboursement maximale, les primes pour compenser les risques, et la durée de la période d'auto-financement. Ceci représenterait un changement substantiel par rapport à l'approche débattue jusqu'ici, au titre de laquelle les Membres élaboreraient des disciplines spécifiques pour tous les aspects des programmes de crédit à l'exportation pouvant avoir l'effet d'une subvention à l'exportation. Une seconde nouvelle proposition, celle-ci émanant des États-Unis, suit l'approche traditionnelle. Elle non plus n'a pas été débattue par le groupe de négociation.

Selon des sources, les discussions sur la concurrence à l'exportation étant relativement avancées par rapport à celles d'autres domaines, aucune consultation sur la question n'est prévue dans l'immédiat.

---

### **Biens environnementaux : Les Membres de l'OMC en désaccord sur l'évaluation et la libéralisation**

Lors d'une réunion technique informelle de la Session spéciale du Comité technique du commerce et de l'environnement de l'OMC, tenue du 10 au 12 mai, les Membres se sont divisés sur le point de savoir comment déterminer si certains produits utilisés pour la gestion des déchets eaux usées et des déchets solides et dangereux pouvaient

être qualifiés 'd'environnementaux', à des fins de libéralisation des échanges accélérée. Alors que plusieurs pays en développement soutenaient qu'une utilisation finale non environnementale unique potentielle devrait suffire à rendre un produit inéligible, les pays développés ont riposté que ceci exclurait tous les produits sauf un petit nombre.

En novembre 2005, le Secrétariat de l'OMC a préparé une compilation (TN/TE/W/63) de tous les 480 produits et plus dont les Membres proposent la libéralisation, aux fins du paragraphe 31(iii) de la Déclaration de Doha, qui avait chargé les Membres de négocier " la réduction ou, selon qu'il sera approprié, l'élimination des obstacles tarifaires et non tarifaires visant les biens et services environnementaux. " Tout en restant divisés sur l'approche générale à adopter pour la suppression des obstacles au commerce des biens environnementaux, les Membres ont convenu, en février, de procéder à un examen technique des produits figurant dans la compilation du Secrétariat, pour évaluer si certains éléments devraient être éliminés. Ils se sont concentrés, en avril, sur les produits inclus dans les catégories des énergies renouvelables et de la pollution de l'air. Comme préalablement convenu, la récente réunion a examiné les produits utilisés pour la gestion des eaux usées et des déchets solides et dangereux.

### **Examen de la gestion des eaux usées et des déchets solides et dangereux**

Le Canada, l'UE, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Norvège, Taiwan, la Suisse et les Etats- Unis, qui se sont regroupés en "Amis des biens environnementaux ", depuis décembre 2005, ont distribué aux Membres, le 8 mai, une note informelle portant sur les deux catégories (notamment un liste de tous les produits de ce type, tirée de la compilation du Secrétariat (JOB(06)/140). Tout en reconnaissant l'importance que revêtait l'examen des produits pour des utilisations non environnementales doubles ou multiples possibles, le document a mis l'accent sur la nécessité de prendre en considération les avantages environnementaux et sur le plan du

développement, tels qu'identifiés dans les Objectifs du Millénaires pour le développement, pour déterminer de retenir ou non un produit. Le document mettait en exergue, par exemple, les décès causés par un accès insuffisant à l'eau sûre et à l'assainissement pour justifier la libéralisation des échanges pour les produits destinés à la gestion de l'eau, identifiés dans la compilation du Secrétariat.

Au cours de la réunion, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Equateur et plusieurs autres pays en développement - nombre desquels sont opposés à 'l'approche fondée sur des listes' qui identifierait des produits spécifiques pour la libéralisation et qui préfèrent l'approche fondée sur des projets proposée par l'Inde - ont déclaré préférer étudier la liste de produits ayant une utilisation environnementale unique, comme filtre. Ces pays ont soutenu, par exemple, que les bâches de couverture pour les décharges ne devraient pas être incluses dans la liste, au motif qu'elles pourraient également être utilisées à une autre fin non environnementale, à savoir pour les toitures d'abris de fortune.

### **Remise en cause des incidences environnementales de la libéralisation**

Plusieurs pays en développement se sont dits préoccupés par le fait que la libéralisation des échanges pour certains des produits figurant dans la liste n'aurait pas d'effets environnementaux positifs et pourrait même avoir des effets négatifs. Certains Membres ont souligné, en particulier, qu'il n'y avait pas d'indications précises sur ce qui était ciblé par les références actuelles aux produits recyclés, dans la compilation du Secrétariat. Par exemple, une référence au " papier recyclé " impliquerait-elle le papier usagé employé comme intrant ; les machines employées pour le déchiquetage du papier usagé ; le matériau déchiqueté lui-même ; les machines utilisées pour le transformer en papier recyclé ; et/ou le papier recyclé ainsi fabriqué ?

La plupart se sont dit en faveur de la libéralisation pour la technologie utilisée pour recycler les produits, plutôt que pour les intrants ou les produits



finaux eux-mêmes, parce que ces dernières n'étaient pas à des fins environnementales.

Un nouveau document émanant de l'Egypte laissait entendre que la réduction tarifaire sur le commerce de certains déchets et résidus figurant dans la compilation du Secrétariat irait à l'encontre des objectifs de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. Selon le document égyptien, la Convention de Bâle pourrait couvrir certains des déchets et résidus toxiques dont les Membres cherchent à libéraliser le commerce. A ce titre, l'Egypte a proposé d'exclure les déchets dangereux du domaine de compétence de la Session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement et a préconisé que le commerce de tels produits continue de relever de l'autorité de la Convention de Bâle. La proposition a suscité un large appui, lors de la réunion, en particulier de la part des pays en développement.

### **Comment identifier des produits particuliers**

La Chine, l'Inde, le Brésil, l'Equateur et plusieurs autres pays en développement ont déclaré ne pas appuyer le mode d'identification actuel de certains produits dans les listes des Membres, en raison de son manque de transparence.

Ce qui est en cause, c'est la pratique utilisée dans la liste du groupe des Amis, qui consiste à citer une catégorie de produits à un niveau général SH à six chiffres relativement élevé, puis à spécifier dans une colonne séparée que seule une sous-catégorie - appelée 'ex-out' - serait de fait éligible pour une libéralisation accélérée. Toutefois, ces 'ex-out' ne sont identifiés qu'en termes généraux. Ainsi, les 'pompes pour liquides' seraient la catégorie à 6 chiffres et l'ex-out identifié serait 'pompes pour les systèmes d'égout'. Les pays en développement soutiennent que le manque de spécificité de telles références pourrait mener à une multitude d'interprétations différentes des produits ciblés. Ils souhaiteraient plutôt avoir des définitions plus spécifiques à un niveau sh à 8, 10 ou 12 chiffres.

L'Organisation mondiale des douanes a toutefois souligné que les 'ex-out' sont déjà largement utilisés par les responsables des douanes, par exemple pour établir une distinction entre les avions civils et militaires. Le groupe des Amis a réitéré son soutien à l'approche ex-out.

### **Prochaines étapes**

La troisième et dernière discussion technique informelle de la Session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement se déroulera du 12 au 14 juin. Dans une note récente adressée aux Membres, le président Toufiq Ali (Bangladesh) a déclaré que les catégories à cibler comprennent les équipements de surveillance, d'analyse et d'évaluation environnementales ; la réhabilitation et la dépollution des sols et des eaux ; les technologies et les produits plus propres ; les produits écologiquement préférables sur la base de leurs caractéristiques en matière d'utilisation finale ou d'élimination ; et la bonne performance écologique ou les faibles incidences environnementales. Des sources laissent entendre que les discussions seront probablement très litigieuses, car de nombreux pays en développement s'inquiètent du fait que les produits de la catégorie " technologies et produits plus propres " pourraient bénéficier d'un traitement différencié sur la base des procédés et méthodes de production (PMP).

### **Les 'Amis' appellent à la libéralisation des biens environnementaux dans les discussions sur l'AMNA**

Par ailleurs, les États-Unis, le Canada, l'UE, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, Singapour et la Suisse ont présenté à la fois à la Session spéciale du Comité technique du commerce et de l'environnement et au Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), une proposition appelant les pays développés et les pays en développement " se déclarant en mesure de le faire " à éliminer les droits tarifaires sur les biens environnementaux d'ici 2008 (TN/MA/W/70 et TN/TE/W/65). Les

autres pays en développement auraient à faire de même à une date ultérieure indéterminée.

Le document reconnaissait qu'il restait à finaliser les produits devant être ciblés par l'initiative de libéralisation axée spécifiquement sur les biens environnementaux, mais spécifiait que ceci se ferait sur la base des biens environnementaux identifiés dans la (Session spéciale du Comité technique du commerce et de l'environnement. Il laissait également entendre que les pays en développement pourraient être autorisés à exclure un nombre restreint de produits de l'élimination des droits tarifaires. Selon des sources, lors de réunions informelles de l'AMNA, les 10 et 16 mai, un certain nombre de pays en développement, dont l'Argentine et Cuba, ont qualifié de prématuré l'examen des modalités pour la libéralisation du commerce des biens environnementaux, qui figure dans la proposition, car les Membres n'ont même pas encore convenu de la meilleure approche à suivre pour aborder les négociations, et encore moins d'une liste finale de biens. Ils ont également soutenu que ceci revenait à une proposition de libéralisation sectorielle, mais obligatoire au lieu d'être volontaire, comme dans d'autres initiatives sectorielles. Les auteurs du document ont rétorqué qu'il n'était pas approprié de qualifier l'approche de 'sectorielle', car elle répondait au mandat de Doha sur le commerce des biens environnementaux, et qu'en tout cas, elle traitait d'un panier divers de biens. Ceci les distingue des initiatives sectorielles de l'AMNA, telles que celles relatives aux bicyclettes et aux produits forestiers, qui ont tendance à cibler des chapitres SH spécifiques.

La communication des Amis ne sera pas abordée par la Session spéciale du Comité technique du commerce et de l'environnement avant sa réunion de juin.

## SUR LE FIL

### AGOA : les transactions commerciales entre les USA et l'Afrique ont augmenté de 115 % selon le rapport des autorités américaines

Les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 115 % depuis la promulgation, en 2000, de la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA), selon un rapport remis au Congrès des États-Unis le 18 mai dernier.

Le Rapport général sur la politique commerciale et des investissements des États-Unis en Afrique subsaharienne et sur la mise en oeuvre de la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en 2006 décrit un large éventail de programmes mis en place pour les États-Unis pour aider les pays africains à stimuler leur croissance et leur développement économique. Il offre un survol des relations commerciales et financières des États-Unis avec les pays de l'Afrique subsaharienne, décrit les divers programmes mis en oeuvre à l'appui des objectifs de l'AGOA, et résume l'évolution des pays de l'Afrique subsaharienne engendrée par les critères à respecter pour bénéficier de l'AGOA.

" L'AGOA aide les Africains à utiliser la puissance du commerce pour développer leur économie et réduire la pauvreté ", affirme le représentant des États-Unis pour le commerce international, M. Rob Portman, dans un communiqué publié avec le rapport. Il a ajouté que l'AGOA soutient également les efforts des pays africains qui entreprennent des réformes économiques et politiques difficiles " parce que ces pays libéralisent leur économie et augmentent leurs capacités commerciales et que des débouchés s'ouvrent également pour les exportations américaines vers l'Afrique. "

Dans le cadre de l'AGOA, les produits des pays remplissant les conditions requises bénéficient d'un accès en franchise de douane aux marchés des

États-Unis, une mesure qui constitue pour les pays africains une incitation tangible à continuer d'ouvrir leur économie et à créer des marchés libres. La loi d'origine a été amendée deux fois. "Les États-Unis, ajoute M. Portman dans le communiqué, reconnaissent que l'aide au commerce permet aux pays en développement de participer plus activement à l'économie internationale ". C'est pourquoi, affirme t-il, " nous avons engagé 199 millions de dollars au titre des activités de création de capacités commerciales en Afrique subsaharienne l'année dernière ".

Les 6 et 7 juin, à Washington, plus de 35 ministres africains du Commerce et des Finances, ainsi que des chefs de file du secteur privé et des représentants de la société civile, doivent participer au cinquième Forum de l'AGOA, dont l'objet sera d'aider les pays africains à obtenir une réelle croissance de leur produit intérieur brut par le truchement de l'expansion de leurs exportations vers les marchés des Etats-Unis.

---

#### L'UEMOA et le secteur privé ouest africain passe en revue la question des APE à Dakar.

Les pays de la CEDEAO s'acheminent lentement vers la fin des préférences commerciales que l'UE leur accorde avec l'entrée en vigueur des nouveaux types d'accords commerciaux appelés APE (Accords de Partenariat Economique). C'est pourquoi l'heure est aujourd'hui à la préparation des acteurs. C'est ainsi que des rencontres de concertation et de mise à niveau se tiennent dans les différentes capitales des pays de la sous région, pour expliquer et sensibiliser les différents acteurs sur les enjeux et les perspectives de cet Accord qui apparaît pour beaucoup d'observateurs, inévitable. La chambre consulaire régionale (CCR) de l'UEMOA, s'inscrivant dans cette perspective de sensibilisation et eu égard à sa mission d'implication du secteur privé dans le processus d'intégration régionale, a rencontré le secteur privé sénégalais en même temps que celui sous régionale, les 22 et 23 mai 2006 à Dakar. Cette rencontre qui a eu lieu à la chambre de commerce

et d'industrie de Dakar sous la présidence du ministre sénégalais du commerce vise selon le président de l'Union nationale des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture du Sénégal, M. Mamadou Lamine Niang, à "prendre connaissance de l'état d'avancement des négociations en cours avec l'Union européenne ; d'examiner les conséquences des APE sur les entreprises et le secteur productif de l'Afrique de l'Ouest ; et de formuler une vision partagée sur ce que doit être l'APE et sur ce que doit être notre stratégie de négociations".

Au cours de cette rencontre, les études d'impacts commanditées par l'Union ont été passées en revue de même que le rôle du Tarif Extérieur Commun (TEC) dans la libéralisation des échanges en plus des politiques et stratégies d'appui aux entreprises. Partage sur les études d'impacts commandités par l'Union. Les résultats des études d'impacts sur les APE commanditées par la commission de l'UEMOA étaient inscrits au menu de la rencontre de Dakar entre l'UEMOA et le secteur privé. Il a été relevé que les APE constituent un nouveau régime dont les conséquences à court, moyen et long terme ne sont pas très avantageuses pour les pays de la région UEMOA. Les études d'impacts font état d'une perte de recettes douanières et fiscales d'un montant de 100 milliards par an pour la sous région. Et les pays pris individuellement en souffriront énormément. En guise d'exemple, on peut citer le Sénégal qui perdrait plus de 44 milliards de francs CFA par an sur une période de 10 ans à partir de l'entrée en vigueur des APE. En effet ces accords supposent une libéralisation et un désarmement tarifaire plus importants que ce qui a existé jusqu'ici au niveau multilatéral comme au niveau bilatéral. L'objectif étant de mettre sur place une zone de libre échange entre l'UE et la CEDEAO plus la mauritanie. Toutes les études d'impact réalisées sur ces APE laissent entrevoir des conséquences néfastes aussi bien pour les objectifs de développement que pour l'intégration de la sous région. Mais leur signature semble être la voie choisie par l'Union. Il a en effet été soutenu par les fonctionnaires de l'Union qu'avec ou sans APE, l'Union européenne, qui ne jouit d'aucun avantage tarifaire particulier, continuera de vendre

sur les marchés africains. Et que dans tous les cas, ceux ci vont perdre, à partir de 2008, les préférences tarifaires non réciproques sur les marchés européens, au profit des pays concurrents d'Asie et d'Amérique latine. Il apparaît ainsi qu' " un accord commercial, quel qu'il soit, n'offre aucune garantie, ni aucun avantage acquis. Il offre seulement des opportunités qu'il appartient de saisir." Mais les conséquences pour les pays africains pourraient être particulièrement néfastes, du fait des liens entre le franc Cfa et l'euro. Les acteurs économiques de la sous région sont appelés à prendre en considération, dès à présent, ce nouveau régime en faisant montre de plus d'initiatives, de compétitivité et de se préparer à une concurrence rude des produits européens.

Par ailleurs au fur et à mesure que l'on approche de ces échéances, les opposants à ces APE (essentiellement la société civile) se radicalisent et initient des campagnes de sensibilisation pour stopper ces accords. Et ce ne sont pas les assurances données par les officiels de l'Union sur " la transparence des relations commerciales Afrique de l'Ouest et l'UE" qui arrêtera la détermination de la société civile dans cette lutte contre les APE sur leur forme actuelle.

## Le TEC et la libéralisation des échanges

Il est admis aujourd'hui que la première étape vers la réalisation d'un marché commun est la transformation des espaces économiques nationaux des Etats membres en une Union douanière. Et des mesures importantes ont été prises pour cela. Il s'agit de la mise en place d'un marché financier régional, d'une législation communautaire de la concurrence, une politique commerciale commune, et la libre circulation des personnes. Ainsi la réalisation de cette union douanière passe principalement par deux réformes : d'abord la libéralisation du commerce intercommunautaire ensuite le Tarif Extérieur Commun. Sur la première réforme, il est à noter que pour les produits de cru et de l'artisanat traditionnel, la libre circulation en franchise des droits et taxes d'entrée est effective depuis le 1er juillet 1996. S'agissant des produits industriels originaires agréés, la

réduction s'est opérée de façon progressive, du 1er juillet 1996 au 31 décembre 1999. Ainsi, en 2000, la réduction des droits dans la zone UEMOA est arrivée à zéro, à l'exception de la Guinée-Bissau. Quant aux produits industriels originaires non agréés, ils bénéficient d'une réduction de 5 % sur les droits et taxes d'entrée depuis le 1er juillet 1996.

Pour la seconde réforme relative au TEC, elle permet de simplifier les systèmes tarifaires en vigueur dans l'Union, une meilleure garantie de développement de l'outil de production communautaire, une plus grande ouverture des pays de l'Union sur le marché mondial, entre autres. Il faut noter qu'il y'a un grand débat autour de la question et beaucoup de personnes réfutent ce TEC qu'il considère comme non-conforme aux objectifs de développement de la sous région. Mais l'Union a tout de même élaboré un projet de législation communautaire de la concurrence, qui a pour objectif principal, d'assurer le fonctionnement correct du marché commun et la répartition efficace des ressources. Il interdit les accords entre entreprises et les décisions d'associations.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evènements à L'OMC

1 Juin, OMC, Genève, comité commerce et développement, session spécial

6 - 7 juin, OMC, Genève, Groupe de négociation et facilitation des échanges

7 - 9 Juin, OMC, Genève, comité pour les obstacles technique au commerce

7 - 9 juin, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales,

9 Juin, OMC, Genève, comité du commerce relative aux mesures d'investissements

12 - 14 juin, OMC, Genève, comité commerce et environnement, session spéciale, discussions techniques

12 - 13 Juin, OMC, Genève, conseil ADPICs session spéciale

14 - 15 Juin, OMC, Genève, conseil ADPICs

16 Juin, OMC, Genève, groupe de travail sur le commerce et le transfert de technologie

19 juin, OMC, Genève, organe de règlement des différends

20 - 22 juin, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales, Taipei chinois

26 juin - 7 juillet, OMC, Genève, Colloque OMPI-OMC organisé à l'intention des enseignants de droit de la propriété intellectuelle

3 - 5 juillet, OMC, organe d'examen des politiques commerciales, Togo

24 - 26 juillet, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales, Nicaragua

### **Événement hors OMC**

31 mai - 2 juin, Siège des Nations Unies à New York Rencontre de haut niveau sur le SIDA 2006 "Unir le monde contre le SIDA "

Contact :

<http://www.un.org/french/ga/aidsmeeting2006/>

4- 7 Juin, Guelph, Ontario, Canada, conférence internationale sur le développement rural: Politique, pratique et recherche informantes

Contact: Wendelin Galatianos

Email: [wgalatia@uoguelph.ca](mailto:wgalatia@uoguelph.ca)

Web Site: [www.sleshconference2006.com](http://www.sleshconference2006.com)

6 - 8 juin, Ottawa, Canada, Atelier sur la conformité d'utilisateur de pesticide Contact:

OECD Telephone: 33-1-4524-9316 Fax: 33-1-4524-1675

Email: [EHS.contact@oecd.org](mailto:EHS.contact@oecd.org)

Web Site:

<http://www2.oecd.org/iomc/reports/EventReport.aspx?reports=true>

6 -7 juin, Alger, Algérie, journée mondiale de l'environnement Contact: Elisabeth Guilbaud-Cox, UNEP Telephone: 254-20-762-3401 Fax: 254-20-762-3692

Email: [elisabeth.guilbaud-cox@unep.org](mailto:elisabeth.guilbaud-cox@unep.org)

Web Site:

[http://www.unep.org/wed/2006/english/About\\_WED\\_2006/index.asp](http://www.unep.org/wed/2006/english/About_WED_2006/index.asp)

8 - 10 Juin, Florence, Italie, Héritage culturel et gestion durable des forêts : Le rôle de la connaissance traditionnelle Contact: Valentina Marinai

Telephone: 39-055-3288682 Fax: 39-055-3288682 Email: [Info.forest@unifi.it](mailto:Info.forest@unifi.it)

Web Site:

[http://www.forestlandscape.unifi.it/chsfm\\_2006.asp](http://www.forestlandscape.unifi.it/chsfm_2006.asp)

8 - 9 juin, Londres, Grande Bretagne, Changement climatique et investissement en 2006 Contact:

Environmental Finance Conferences Telephone: +44 (0) 20 7251 9151

Fax: +44 (0) 20 7251 9161 Email:

[info@environmental-finance.com](mailto:info@environmental-finance.com)

Web Site: <http://www.environmental-finance.com/conferences/2006/CCAI/intro.htm>

---

## **PUBLICATIONS**

---

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le

développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### En français

ACICI, Rapport de situation : Au lendemain de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong, Chine : l'heure est à la réflexion, février 2006

Ahmed Sharaf El Din, Arbitration period and courts power to order suspension of arbitration procedures (comment on procedural order issued by president of Cairo appeal court). DIAC journal (Dubai) 1:4, 49-63, 2005.

Alain DE CROMBRUGGHE, Commerce international en concurrence imparfaite, 2005, FUNDP, faculté des sciences économiques, sociales et de gestion Namur. [www.fundp.ac](http://www.fundp.ac)

Andenas M. and G. Sanders., Enforcing contracts in transition economies. London, British institute of international and comparative law, 2005. xvi, gen. eds

Arfazadeh H., Ordre public et arbitrage international à l'épreuve de la mondialisation Bruxelles, Bruylant, 2005. xx, 352 p.

Claire Brodin, ancien stagiaire HCCI, Le renforcement des capacités de la société civile du Sud dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, Problématique de l'appropriation, particulièrement celle de leur société civile, par les pays de leur propre développement avec quatre études de cas à l'appui (la société civile du Niger/Mali dans l'élaboration des stratégies de développement rural du CSLP et mise en place des PCPA au Cameroun/Guinée. [/www.hcci.gouv.fr/lecture/etude](http://www.hcci.gouv.fr/lecture/etude)

CETIM, Sociétés transnationales et droits humains

Depuis plus de 30 ans, les sociétés transnationales (STN) accentuent leur main-mise sur les ressources naturelles de la planète, dictent leur volonté aux

Etats les plus faibles et exploitent sans état d'âme les peuples. Directement ou indirectement, elles portent une énorme responsabilité dans la détérioration de l'environnement et dans l'accroissement systématique des violations des droits humains. Une collection du programme Droits Humains du CETIM, Editions du CETIM, 2005

Direction des finances et des échanges internationaux, Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement - 2005. Direction des finances et des échanges internationaux

Rapport sur les opérations effectuées en vertu de la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes 2005

Jean-luc Pierre, Fiscalité de la recherche de la Propriété Industrielle et des Logiciels Mis à jour des dernières modifications législatives et jurisprudentielles, ce guide pratique propose ainsi une étude exhaustive et pratique des questions qui se posent dans les différents domaines de la fiscalité de la recherche, de la propriété intellectuelle et des logiciels. Ed. EFE, juin 2005, [www.landwell.fr/pointsdevue/publicationsdetails](http://www.landwell.fr/pointsdevue/publicationsdetails)

Jean-Yves TROCHON & François VINCKE, L'entreprise face à la mondialisation: opportunités et risques. Stratégies juridiques. Avec les contributions de Philip GEROMONT et David N'GUYEN

La mondialisation (et le désordre économique qui en résulte) bouleverse en profondeur l'environnement juridique des entreprises : développement durable, responsabilité sociale, bonne gouvernance, lutte contre le crime économique, flexibilité du droit du travail, rôle des organisations non gouvernementales (ONG) ou encore de la " soft law " et de l'éthique sont ainsi devenus en quelques années des facteurs déterminants qui influent sur la compétitivité, l'organisation et la réputation des groupes



mondialisés. Cet ouvrage aborde en profondeur ce nouvel environnement au travers d'une réflexion complète, pratique et documentée. Il s'efforce en outre de proposer aux acteurs de l'entreprise des solutions innovantes pour adapter leur organisation aux défis ainsi créés, 2006, ref : A2006n.

[www.iblj.com/fr](http://www.iblj.com/fr)

#### UNCTAD, TRADE AND ENVIRONMENT REVIEW, 2006

La Revue du Commerce et de l'Environnement 2006 se concentre dans cette édition sur l'analyse des prescriptions environnementales et sanitaires et leur impact sur l'accès au marché pour les produits des pays en développement. Elle analyse les défis et les opportunités de ces prescriptions qui deviennent de plus en plus rigoureuses, complexes et multidimensionnelles. Les contributions analysent le cadre général et par la suite plus particulièrement deux secteurs où les prescriptions environnementales sont critiques: les secteurs d'équipement électrique et électronique, et celui de produits issus de l'agriculture biologique. OMC, Statistiques du commerce international 2005. Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF. Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)